

# Charles Michel brise la glace avec Dmitri Medvedev

## EST/OUEST Briser l'ostracisme imposé à Moscou depuis la crise en Ukraine

- ▶ La position belge est beaucoup plus aimable que celle de l'UE, note le Premier ministre russe.
- ▶ Michel : des intérêts économiques mais aussi de sécurité sont en jeu.

### MOSCOU

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

**B**elgium, dix points ! Le Premier ministre des 147 millions de Russes n'a pas manqué de remercier la Belgique, mardi, une nation « plus importante que ses bons chocolats ». Au terme d'un entretien d'une bonne heure avec son homologue belge, Dmitri Medvedev a souligné que la « position belge » est « beaucoup plus aimable que celle de l'Union européenne ».

Tout un symbole : outre les drapeaux russes et belges, deux drapeaux de l'UE trônaient derrière Medvedev et Michel, côte à côte pour une conférence de presse donnée à Gorki, dans l'immense datcha enneigée du Premier ministre russe, à une trentaine de kilomètres du centre de Moscou. Au mur de cette grande salle lambrissée trône une tapisserie : les armoiries de la Russie, récupérées de l'ancien empire : un aigle à deux têtes, l'une loignant vers l'Europe, l'autre vers l'Asie.

Charles Michel est décidé à en finir avec « l'impression d'immobilisme » dont l'UE ferait preuve à l'égard de son immense voisin – et qui le restera « pour toujours ». Il est temps, dit en substance le chef du gouvernement belge, de briser l'ostracisme imposé à la Russie depuis la crise ukrainienne. C'était à l'hiver 2013-2014 : une révolte pro-européenne emportait le président pro-russe Ianoukovitch. Un coup

d'Etat, accuse Moscou, outré de voir la « petite Russie » prendre ses distances.

Le Kremlin a répliqué à ce revers par l'annexion forcée de la péninsule ukrainienne de Crimée puis en soutenant les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. Depuis, c'est l'escalade, à coup de sanctions puis de mesures de représailles. Un ersatz de Guerre froide.

« J'ai dit au Premier ministre que, depuis quelques années, on parle beaucoup de la Russie à l'UE. Mais on ne parle pas avec la Russie », a souligné Charles Michel, à côté de son hôte. Dmitri Medvedev ne pouvait qu'apprécier, dont le pays tente par tous les moyens (y compris un tapis de bombe au secours d'Assad en Syrie...) de se refaire une place au soleil sur la scène globale, après l'humiliation de la chute de l'empire soviétique, la « provocation » (dixit Michel) de l'élargissement rapide de l'Otan à l'Est, l'éviction du G8 et les lourdes sanctions occidentales.

« Il faut essayer d'avoir une autre relation » avec la Russie, expliquait Charles Michel à son arrivée à Moscou, lundi. Le Premier ministre juge qu'avec un Trump centré sur son « America First » et un Royaume-Uni sur le départ pour cause de Brexit, le moment est venu pour l'UE de faire preuve de « plus d'engagement géostratégique » – notamment pour la relation avec Moscou. Ainsi, note-t-il, l'UE n'a pas suivi Washington dans son dernier train de sanctions.

Charles Michel dit qu'il peut « comprendre » la « prudence » des pays de l'UE qui ont vécu l'URSS. Ce sont ces pays qui se sont montrés les plus déterminés à couper les ponts avec la Russie, et à imposer des sanctions, sous

« pression », dit Michel, des Etats-Unis. Mais lui, manifestement, veut jouer une autre partition. La Belgique, rappellent les diplomates, est à l'origine de la « doctrine Harmel » (le ministre des Affaires étrangères), il y a 50 ans : la combinaison d'une dissuasion solide et d'une détente par le dialogue avec l'URSS.

« J'ai la conviction que nous avons beaucoup intérêt à au moins tenter d'ouvrir un dialogue plus large » que l'Ukraine, estime le chef du gouvernement belge. Sur quoi ? Sur les relations économiques, à « approfondir ». Sur l'énergie : le controversé projet de gazoduc Nord Stream 2, qui pourrait acheminer sous la Baltique de nouvelles quantités de gaz russe vers l'Allemagne, fait saliver la Belgique. Sur le rôle de la Russie dans le chaudron au sud de l'UE, sur la lutte contre le terrorisme.

« C'est une offre, un ballon d'essai. Et on verra... », dit-on de source diplomatique. « Le statu quo ne les arrange pas non plus », note Michel.

Charles Michel se déclare pleinement « solidaire » des sanctions. Mais elles n'ont pas réglé la crise ukrainienne, observe-t-il. « Elles devaient forcer un dialogue mais il n'a jamais eu lieu au plus haut niveau » – entre le président Poutine et celui du Conseil européen, le Polonais Tusk, et d'autres leaders de l'UE.

Les rétorsions russes ont coulé l'export belge de pommes et de poires. Le sujet a été « évoqué sans tabou », a encore dit Charles Michel. Taquin (cynique ?), Dmitri Medvedev a observé que, s'il fait froid à Moscou, le climat est propice à la culture des poires ailleurs dans le pays : il fait « plus chaud en Crimée ». ■

PHILIPPE REGNIER

**UNE « LISTE NOIRE » US****L'importance de la  
liste américaine ?****« C'est zéro ! »**

Le réchauffement apparent des relations belgo-russes intervient au moment où le Trésor américain vient de placer... Dmitri Medvedev sur une nouvelle « liste noire » de (200 !) personnalités russes, politiques et économiques, susceptibles d'être frappées de sanctions. Interrogé sur le sujet aux côtés de Charles Michel, le Premier ministre russe a d'abord ironisé. Il se dit « fier » de se trouver sur cette liste, dont l'importance, « c'est zéro ! ». Avant de jauger que l'initiative US allait « sans doute envenimer la relation bilatérale pendant une période assez longue ».

P.H.R.